

ENTRETIEN AVEC **Salam Kawakibi****Chercheur, politiste**

Salam Kawakibi est l'ancien directeur de l'Institut français du Proche-Orient, à Alep, en Syrie. Il a les deux nationalités, syrienne et française. Et depuis quelques années, il est le directeur adjoint de l'Arab Reform Initiative⁽¹⁾. Il a participé en juillet dernier, à une rencontre⁽²⁾ au sujet de la Syrie avec la direction du SNESUP.

L'été 2016 aura été marqué par une confrontation majeure autour de la ville syrienne d'Alep. Que peut-on dire de la situation ?

Alep reste, d'un point de vue militaire, un enjeu stratégique pour tous les belligérants. Cependant, pour les dogmatiques au sein du régime iraniien, Alep est une « terre promise ». Ainsi, cette ville, qui était l'une des trois villes les plus importantes de l'Empire ottoman, représente pour la Turquie un défi. Pas celui d'une reconquête, mais plutôt le dessein d'étendre son influence. Le régime syrien, et notamment ses forces supplétives iraniennes, libanaises et irakiennes, ont essayé durant les dernières années d'encercler entièrement les zones contrôlées par les rebelles. Après des bombardements aveugles⁽³⁾ de cette partie, il ne reste de son 1,5 million habitants que 250 000 personnes. Les dernières avancées des rebelles au mois d'août ne font que rétablir le statu quo que les acteurs régionaux et internationaux cherchent à maintenir. Tout « espoir » d'une victoire réelle d'un des belligérants n'est qu'une illusion. Les développements dans les prochaines semaines sur ces fronts resteront étroitement liés aux développements des pourparlers qui se déroulent sans que les Syriens y participent. Cependant, la situation humanitaire est catastrophique. Les bombardements russes en cours ciblent essentiellement les hôpitaux et les travailleurs humanitaires dans une stratégie qui remonte à l'expérience de Grozny.

Comment caractériser la Syrie sous le régime Al-Assad depuis 1970, et après le printemps 2011 ?

C'est une « sécrétocratie ». Parler d'un pouvoir du parti Baas ou d'un pouvoir de l'armée ou même d'un pouvoir « alaouite » signifie que nous n'avons rien compris à cet « État de



© DH

▼
« Le pouvoir a réussi à instrumentaliser la question religieuse et à prendre en otage les différentes minorités. »
▲

barbarie », comme l'a si bien décortiqué Michel Seurat. Le pouvoir a réussi à instrumentaliser la question religieuse et à prendre en otage les différentes minorités. En instaurant la culture de la peur⁽⁴⁾ et en usurpant les richesses du pays, ce pouvoir s'est installé avec le soutien explicite ou implicite des puissances internationales. On sait aussi son rôle dans le déploiement de l'État islamique (EI). Ses prétentions « progressistes » et « anti-impérialistes » ne peuvent convaincre que les dupes et ils sont malheureusement nombreux au sein de la pensée pavlovienne. À l'Université, tout est sous la coupe des services de renseignement (inscription, bourse, logement...). Au terme d'accords avec des pays de l'Est (Roumanie de Ceausescu...) dans

les années 1980-1990, des boursiers sont partis pour devenir docteur en deux-trois ans, ce qui a ruiné le niveau scientifique. De nombreux professeurs ont été poussés à l'exil économique ou à l'asile politique. Les universités sous contrôle du régime ne connaissent pas les libertés académiques. Les étudiants.e.s font l'objet de chantage : racket (« tu payes, je valide ta matière ») et harcèlement sexuel. Tous sont fichés par des agents du régime : « Neutre, neutre positif, neutre négatif, ami, camarade ». L'Union des étudiants est au service de la machine de délation. Beaucoup sont partis à l'étranger (Turquie, Europe...) s'ils avaient la possibilité de le faire.

Quel rôle peuvent jouer en France les universitaires, chercheurs, artistes aux côtés de leurs homologues syriens qui aspirent à une Syrie libre et démocratique ?

Avant tout, dénoncer les collègues français qui pactisent avec les tyrans, qui font la promotion des dictateurs, qui vendent leur plume et leur âme à des despotes. Le recul scientifique nécessaire pour mener correctement une recherche ne peut en aucun cas légitimer un tel comportement de certains⁽⁵⁾ qui s'offrent un tel « marchepied » au sein de la communauté scientifique. Des universitaires français ont leurs habitudes au palais présidentiel à Damas, où ils se rendent régulièrement, offrant ainsi une caution universitaire et scientifique à la dictature. À l'opposé de ces attitudes, il y a l'accueil, déjà entamé timidement en France, d'universitaires, de chercheurs et d'artistes syriens, qui doit se renforcer par des programmes tangibles et des activités communes. La francophonie avait une belle histoire en Syrie, il faut la renouveler loin de tous les préjugés et des stéréotypes. ●

Propos recueillis par Gérard Lauton

BIBLIOGRAPHIE

- *Du despotisme et autres textes*, par Abd al-Rahmân al-Kawâkibî, Sindbad/Actes Sud, 2016.
- *L'État de barbarie*, par Michel Seurat⁽⁶⁾, PUF, 2012.
- *La Coquille : prisonnier politique en Syrie*, par Moustafa Khalifé, Sindbad/Actes Sud, 2007.
- *Syrie, la révolution orpheline*, Ziad Majed, Sindbad/Actes Sud, 2014.
- *Opération César*, Garance Le Caisne, Stock, 2015.



(1) www.arab-reform.net.

(2) Aux côtés de Zaid Alkintar, militant de la Syrie libre.

(3) Communiqué du SNESUP du 22 juillet 2016 : www.snesup.fr/Le-Snesup/L-actualite-du-SUP?aid=7627&ptid=5.

(4) www.dailymotion.com/video/xu6m25_111010-odeon-syrie-jack-ralite_news

(5) Une telle visite s'est déroulée le 27 mars 2016 : le-gotha.com/index.php/2016/03/29/lultradroite-francaise.

(6) www.puf.com/content/Syrie_l%C3%89tat_de_barbarie.